



Assemblée générale

Distr. générale
28 février 2022

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Quarante-neuvième session

28 février–1^{er} avril 2022

Point 2 de l'ordre du jour

**Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies
aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat
et du Secrétaire général**

Exposé écrit* présenté par ASSOCIATION CULTURELLE DES TAMOULS EN FRANCE, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[7 février 2022]

* Le présent document est publié tel qu'il a été reçu, dans la langue originale seulement. Les vues qui y sont exprimées ne sont pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies ou de ses représentants.



74 année d'occupation de Tamil Eelam par l'Etat Sri Lankaise qui Continue le Génocide Contre les Tamouls

ACTF, en partenariat avec Global Tamil Movement, soumet ce rapport sur la situation des Tamouls d'Eelam pour toute la durée de 74 ans d'occupation singhalaise et de la guerre de vingt-six ans entre les Tamouls d'Eelam et le Sri Lanka. s forces armées. La guerre s'est terminée en mai 2009 avec la défaite des Tigres de libération de l'Eelam tamoul. Au cours de cette guerre, des estimations prudentes indiquent que plus de 147 000 civils tamouls sont porté disparus entre Octobre 2008 et Mai 2009, et jusqu'à 70 000 personnes ont été tué au cours des seules dernières semaines de la guerre, à la suite d'opérations militaires dirigées contre eux, alors qu'ils étaient en détention, par assassinat, famine et maladie dues aux blocus gouvernementaux des approvisionnements civils dans les régions tamoules.

Nous avons souligné la responsabilité de protéger (R2P), le devoir de prévenir le génocide et les atrocités de masse, les obligations en vertu des Conventions de Genève concernant les civils et d'autres aspects du droit humanitaire conventionnel et coutumier. Alors que les anciens Secrétaires généraux des Nations Unies Koffi Annan et Ban Ki Moon, Cinq Hauts Commissaires (Robertson, Arbour, Pillay, Zaid Hussein et Madame Bachelet) et un certain nombre d'autres titulaires de mandats de procédures spéciales se sont prononcés avec force alors que la situation devenait de plus en plus grave, il y a aussi la demande des sociétés civiles qui ont demander pour une enquête internationale impartial. Mais Les résolutions successives adoptées au Conseil des Droits de l'Homme au cours des 13 dernières années sont, à notre avis, le point culminant de l'inaction de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme.

Les défenseurs des droits de l'homme (DDH) tamouls, les journalistes tamouls ainsi que les victimes dans le nord et l'est du Sri Lanka ont continué de subir des attaques et des intimidations tout au long de 2021. Impunité pour les attaques et les menaces contre les DDH tamouls, qualifiant les DDH de « terroristes » ou de traîtres. Les défenseurs des droits humains dans les médias d'État et les liens avec les sessions du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies ont considérablement accru les risques liés à la défense des droits humains au Sri Lanka. Cette communication se concentre sur les incidents survenus en 2021. Plusieurs DDH tamouls ont été contraints de limiter leur travail, de faire profil bas ou de chercher protection à l'étranger. Les DDH Tamouls travaillant dans le Nord et l'Est sont particulièrement vulnérables à la persécution et n'ont souvent pas accès à la protection limitée dont bénéficient les DDH du Sud.

Plus de treize ans après la fin du conflit, des lois d'urgence et antiterroristes draconiennes restent en place. Les victimes tamoules, les journalistes tamouls, les opposants politiques tamouls et les défenseurs tamouls des droits de l'homme continuent d'être harcelés, et les institutions publiques et l'État de droit sont érodés. ... Entre-temps, le nord du pays a été militarisé, l'armée contrôlant tous les aspects de la vie quotidienne. Les activités politiques ont été réprimées et les meurtres, disparitions et violences sexuelles restent fréquents.

Le 19 janvier 2022, à la suite d'une réunion avec le ministre britannique de l'Asie du Sud, l'honorable Tariq Ahmad, le People Uprising Movement (« P2P ») a publié deux lettres détaillant le sort actuel des Tamouls au Sri Lanka et leur demande d'autodétermination.

Le 30 janvier 2022, un grand rassemblement public a eu lieu à Jaffna, au Sri Lanka, appelant à une solution politique qui reconnaisse la nation tamoule, sa souveraineté et son droit à l'autodétermination. Le 4 février 2022, les manifestants ont exigé un mécanisme international pour enquêter sur le génocide tamoul ; justice pour les familles des disparus ; libération inconditionnelle des prisonniers politiques ; et la suppression de la loi sur la prévention du terrorisme (PTA). Un rassemblement similaire a eu lieu à Mullivaikkal le même jour pour marquer le "Jour de l'indépendance" du Sri Lanka comme un "Jour noir pour la nation tamoule".

En 2021 le peuple Tamouls d'Eelam a subit de nombreux cas de torture de la part des forces de sécurité du gouvernement sri lankais, parmi nous souhaitons faire part de certains des cas des violations que nous avons recus sur un total de 809 incidences contre le peuple Tamouls dans le Nord et Est du Pays :

1. Une femme violemment blessé au niveau du coude et du genoux par un policier sri lankais en état d'ivresse.

Des habitants de Jaffna ont déposé une plainte auprès de la Commission des droits de l'homme du Sri Lanka, déclarant qu'un policier sri-lankais ivre est entré dans une maison à Kayts la semaine dernière et a agressé les occupants, y compris une femme et un enfant de 17 ans.

L'agression aurait eu lieu après que des agents sri-lankais eurent effectué un raid dans la région et arrêté un enfant tamoul de 17 ans pour une affaire de vol.

2 Neuf prisonniers Tamouls d'origine musulmane qui ont été transférés de Mattakapula (Batticaloa) à la prison de Badulla en 2019, ont été brutalement agressés à l'intérieur des locaux de la prison plus tôt ce mois-ci, laissant de nombreuses personnes nécessitant une hospitalisation.

Batticaloa en cingalais est une ville du tamil eelam actuellement sous occupation Sri lankaise.

Attaqué par d'autres prisonniers, un prisonnier Tamoule a eu la mâchoire cassée et un autre a subi un coup lourd sur sa tête qui a exigé au moins 13 points de suture. Sept autres détenus ont également été gravement blessés à la suite de l'attaque.

Les familles de ces prisonniers ont téléphoné à la prison et ont porté plainte auprès de la Commission des droits de l'homme à Batticaloa, dans une tentative désespérée d'aider les hommes. "Ils ne sont même pas disposés à révéler qui a effectué ces et sont dans la peur terrible et traumatisés", a déclaré une lettre écrite par leurs parents.

Cependant, les autorités pénitentiaires sri lankaises ont nié qu'une telle attaque ait eu lieu, une position réitérée par la Commission des droits de l'homme. Les familles ont visité la prison de Badulla mercredi dernier afin de confirmer les allégations des autorités, mais leurs proches ont été grièvement blessés.

À la suite de cette visite, les familles se sont rendues au bureau de la Commission des droits de l'homme à Batticaloa, où des responsables leur ont dit qu'ils ne transmettaient que les informations qu'ils avaient reçues de la branche de Badulla.

Les familles ont ensuite déposé une plainte écrite auprès du Commissaire aux droits de la personne pour demander que les poursuites contre leurs proches soient accélérées et que les personnes déclarées non coupables soient libérées.

Ils ont également demandé dans leur plainte que les prisonniers attaqués soient transférés dans une autre prison et que des poursuites soient intentées contre d'autres prisonniers qui ont perpétré des « attaques terroristes et potentiellement mortelles » contre eux.

Les prisonniers musulmans qui ont été attaqués viennent tous de Kattankudy, une ville de Batticaloa. Ils ont été arrêtés en 2019 à la suite des attentats de Pâques sur l'île. Ceux qui ont été arrêtés pour des soupçons d'implication dans les bombardements sont détenus depuis plus de 30 mois. L'un d'eux est mort l'an dernier et trois autres sont frappés par le cancer

3 Le membre d'Illankai Tamil Arasu Katchi (ITAK), Peter Ilancheliyan, a été emmené en chirurgie à l'hôpital universitaire de Jaffna avec une mâchoire cassée après avoir été attaqué par un groupe de quatre personnes le 15 décembre à Mullaitivu. La police sri-lankaise est accusée de protéger les assaillants.

Trois policiers en civil auraient été témoins de l'attaque, mais les assaillants n'ont pas été arrêtés.

La police a envoyé Ilancheliyan à l'hôpital du district de Mullaitivu, et il a ensuite été transféré à Jaffna en raison de la gravité de ses blessures.

En 2021, nous avons reçus 117 actes de représailles, d'intimidations, d'interrogations et de menaces de la part des différents services des forces militaires singhalaise contre la famille des victimes de disparitions forcées dans le Nord et Est du Sri Lanka.

Recommandations

Nous appelons les membres du CDH, les autres agences affiliées à l'ONU et les États membres à adopter, de toute urgence, les mesures suivantes pour protéger la NATION TAMOULE :

Le renvoi de la situation du Sri Lanka à la Cour pénale internationale pour crimes de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre contre le peuple Tamoul.

Reconnaître la résolution sur le génocide adoptée à l'unanimité par le Conseil provincial du nord du Sri Lanka le 10 février 2015.

Proposer une nouvelle résolution dans le cadre de l'Agenda 4 pour nommer un rapporteur spécial pour le Nord et Est du Sri Lanka pour surveiller et enquêter sur les violations des droits de l'homme et la répression en cours contre la Nation Tamoule.

Association de Défense des Droits des Enfants, South Asia Democratic Forum, GLOBAL TAMIL MOUVEMENT , une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.